



**Face à une situation exceptionnelle pour les éleveurs de porcs,
INITIA demande la tenue d'états généraux de la filière porcine pour sensibiliser
l'Etat et la grande distribution**

A travers ce document, je souhaite vous faire part de la situation particulièrement difficile des éleveurs dans le contexte de hausse exceptionnelle des céréales d'une part et de la proposition d'INITIA pour tenter de résoudre ce problème d'autre part.

Notre rôle à INITIA est de tout mettre en œuvre pour améliorer le revenu de nos adhérents.

- par les achats : en abaissant le prix des intrants
- par l'obtention du meilleur prix de vente.

A ce sujet, nous avons déjà fait preuve dans le passé de notre détermination et de notre efficacité.

- Par l'organisation d'achat groupé matériel, matériaux, matières premières (céréales, soja,...)
- Par notre action permanente au cadran :

Nous représentons 60 % des porcs vendus à Plérin et nous agissons régulièrement pour défendre le meilleur prix pour les éleveurs.

En effet, nous sommes le seul groupe dont 90 % de sa production sert à la défense du prix.

→ Par notre action d'exportation :

Nous avons mis en œuvre, avec sept autres coopératives, un vaste programme d'exportation qui a permis au prix français de se rétablir dans le niveau européen.

Rappelons que cette action réduit le différentiel entre le prix français et allemand de six centimes à deux centimes, soit un gain de quatre centimes.

Fait nouveau : l'augmentation brutale et artificielle du prix des céréales :

Aujourd'hui le problème réside dans l'augmentation brutale et sans doute structurelle de nos coûts de production par l'augmentation des prix des céréales.

C'est un fait exceptionnel qui est dû, en partie, à la mise en place d'une nouvelle politique énergétique à l'échelle mondiale.

Chacun mesure et pourra mesurer au quotidien les conséquences d'une augmentation brutale des céréales qui sont passées de 120 € à 180 € / Tonne. La presse se fait l'écho de l'inquiétude des consommateurs quant à l'augmentation du pain, du beurre, des pâtes alimentaires, etc...

Le paradoxe est que si cette hausse profite aux producteurs de céréales, elle est tout simplement désastreuse pour la production animale (porc ou volaille).

La crise des productions animales passera donc inaperçue dans l'amélioration générale des revenus agricoles.

Faudra-t-il attendre une diminution significative de la production porcine, entraînant une raréfaction de la viande, pour espérer un réajustement des cours ?

Les éleveurs devraient-ils rester sans réagir devant une telle situation ?

Le but d'INITIA est, bien au contraire, d'AGIR en sollicitant la tenue exceptionnelle et en urgence d'états généraux de la filière porc, en y associant la distribution et les représentants de l'Etat. Nous considérons en effet que la responsabilité des gouvernements est grande dans ce bouleversement de marché.

Avant de vous faire part de notre proposition, un petit rappel sur les raisons d'une telle envolée des prix des céréales et les conséquences pour les éleveurs de porcs.

Explication de l'évolution brutale du prix des céréales :

Le prix du blé, intrant majeur dans l'alimentation du porc, a vu son cours passer de 120 €/T en juin 2006 (cotation rendu Pontivy) à plus de 200 €/T en juillet 2007. Cette forte progression des prix et leur volatilité accrue depuis plusieurs semaines trouvent essentiellement leur origine dans la contraction des disponibilités mondiales.

Il s'avère en effet que les bilans mondiaux de l'offre et la demande sur l'ensemble des céréales révèlent sur les deux dernières campagnes une consommation supérieure à la production. Cette tendance semble également s'affirmer pour la campagne à venir. En conséquence, le stock de report mondial s'amenuise, notamment en blé et en maïs, et atteindra peut-être son plus bas niveau depuis 30 ans. Les réserves mondiales, toutes céréales confondues, sont tombées à 51 jours de consommations (source FAO – Food and Agriculture Organization of the United Nations).

Cette précarité des disponibilités mondiales conduit à une grande fébrilité et volatilité des marchés.

Dans un bilan qui s'appréciait comme déjà tendu les années passées, les perturbations sur l'offre comme sur la demande pour la récolte à venir ont eu et auront des répercussions inattendues sur les cours de matières premières d'origine agricole.

Les aléas climatiques sur les zones de production s'intègrent dans les conditions habituelles de production, mais la progression de la demande de biocarburants au niveau mondial explique sans nul doute les récentes augmentations des prix agricoles, céréales et huiles végétales.

Par conséquent, si les épisodes de sécheresse ou de forte pluie qui sévissent dans les régions productrices de blé font partie de la conjoncture, les biocarburants relèvent donc plutôt d'une mutation structurelle des marchés céréaliers.

Les céréales et les huiles végétales constituaient jusqu'alors une ressource d'énergie avant tout à vocation alimentaire, ce n'est, maintenant, plus seulement le cas.

Nous sommes en fait confrontés à trois façons différentes de consommer de l'énergie issue de végétaux :

- **alimentation directe de l'homme**
- **alimentation des animaux de rente et donc, indirectement de l'homme**
- **fonctionnement industriel de la société**

Laquelle ou lesquelles devons-nous privilégier demain ?

Il semble que nombre de gouvernements veulent assurer une partie de l'approvisionnement en énergie combustible grâce à l'extraction d'énergie à partir du végétal. N'oublions pas qu'à la différence de l'énergie fossile, les productions végétales dans le monde répondent à des règles biologiques, climatiques, non maîtrisables par des processus industriels.

De plus, les mesures incitatives des gouvernements à l'échelle mondiale incitent les opérateurs privés à investir dans les usines de production de biocarburants, indépendamment de l'évolution des cours des carburants issus de sources d'énergie fossile.

Récemment le directeur du ZMP (Zentrale Markt- und Preisberichtsstelle Für Erzeugnisse der Land-, Forst- und Ernährungswirtschaft) intervenait à l'assemblée générale du Marché du Porc Breton, voici, extrait de son propos, un tableau qui résume les conséquences à court et moyen terme de la bioénergie sur l'utilisation des terres arables.

Le problème de l'énergie biologique

	On a besoin de ...
Objectif pour 2010 (règlement de l'UE) :	
Part de l'énergie biologique au carburants : 5,75 %	= 2,5 Mio ha = 21 % de la terre arable
Objectif pour 2020 (Ministre d'environnement Allemagne) :	
Part de la bioénergie destinée à la fourniture d'électricité 10%	= 4,0 Mio ha maïs
Part de la bioénergie destinée à la fourniture de carburant 20%	= 3,0 Mio ha céréales + 4,0 Mio ha colza
	= 11,0 Mio ha
	Terre arable totale : 12 Mio. Ha !

Conclusion :

Pour la première fois le prix des céréales ne dépend plus seulement des aléas climatiques ou de la consommation humaine mais des décisions de politique énergétique des états.

Conséquence sur le revenu des producteurs de porcs :

	1 ^{er} semestre 2007	Hypothèse 1 ^{er} semestre 2008
Prix céréales	120 € / tonne	210 € / tonne
Prix aliment	184 € / tonne	220 € / tonne
Evolution du coût de revient	1,283 €	1,45 €
Prix de vente (prix de base et + value)	1,212 €	1,212 €
Ecart	- 0,07 € / kg	- 0,24 € / kg
	Différence de 0,17 € / kg	

Conséquence de l'augmentation du coût alimentaire : 19 € / porcs

Conclusion : La perte de revenu liée à l'augmentation brutale et artificielle du coût alimentaire est de nature à déstabiliser durablement la production porcine française.

Aucun métier ne peut résister à une telle évolution de ses coûts de production. Le cours de la viande intégrera inévitablement dans le futur cette augmentation, mais avant combien de temps ? Quels dégâts sur la production auront été occasionnés d'ici là ?

Le consommateur paiera tôt ou tard cette augmentation du coût de production de la viande. Il doit être informé sur les conséquences des choix énergétiques pris par les gouvernements

Chacun l'aura compris, la situation risque d'être très tendue à l'avenir, tous les maillons des filières sont concernés.

Depuis plusieurs années, tous les gouvernements qui se sont succédés ont cautionné les méthodes de la grande distribution, avec pour objectif le panier de la ménagère le plus bas possible.

Ce principe devra dorénavant intégrer l'augmentation artificielle du coût de production.

Le barrage se fissure de toute part, la raréfaction de l'offre génèrera des hausses significatives pour le consommateur.

Les éleveurs de porcs ne doivent pas faire, seuls, les frais de ces bouleversements.

PROPOSITION D'INITIA !

→ Fidèle à son principe fondateur « l'union fait la force »

→ Fidèle à son objectif principal : « la défense du revenu des éleveurs »

INITIA demande que la distribution prenne en compte cette évolution et accepte de la répercuter sur le prix de la viande.

INITIA sollicite des organisations régionales et nationales, et notamment Coop de France, qu'elles organisent « la tenue exceptionnelle et en Urgence des états généraux de la filière porcine » en y invitant les représentants de la distribution et de l'Etat.

Le but de cette rencontre sera de faire prendre conscience aux distributeurs ainsi qu'au gouvernement de la nécessité de prendre en compte le caractère exceptionnel et artificiel de la hausse des céréales et ses conséquences sur l'avenir de la filière porcine française.

Le président d'INITIA, Monsieur Jo MOAL, a déjà interpellé Monsieur Christophe DESCHAMPS, président de la section porc de Coop de France, afin qu'il organise dans le plus bref des délais ces états généraux et propose tout simplement qu'il soit tenu lors du Space à Rennes.

Dans ces périodes de raréfaction de l'offre, l'indépendance alimentaire reprend toute sa valeur. Tout doit être mis en œuvre pour garantir demain au consommateur français l'accès à une viande de qualité.

Jo MOAL
Président d'INITIA

*SAS INITIA
Zi du Fromeur – BP 10 245
29 402 LANDIVISIAU CEDEX
Tel : 02 98 24 74 48
Fax : 02 98 24 93 77
contact.initia@wanadoo.fr*